

UN AMI QUI VOUS VEUT DU BIEN

Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation



Depuis sa création, la Fondation Ford n'a pas varié dans ses objectifs de défense des intérêts stratégiques des Etats-Unis. Mais alors que pendant la Guerre froide, elle n'était qu'une couverture de la CIA, elle a acquis une autonomie au cours des vingt dernières années et a développé une nouvelle méthode d'ingérence, le soft power : intervenir dans les débats internes de ses adversaires en subventionnant les uns pour faire échouer les autres, voire en favorisant des rivalités stérilisantes. Dernier exemple, le financement du Forum social mondial pour tenter de le neutraliser.

page 2

Fractionner la Palestine ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Dans un texte écrit avant l'assassinat d'Abdelaziz al-Rantissi, Dennis Ross déplore que le plan Sharon ait été décidé unilatéralement, dans la mesure où le procédé le voue d'emblée à un rejet par les Palestiniens. Il craint que ce conflit supplémentaire et la politique du pire ne favorisent les groupes les plus radicaux, notamment le Hamas. A posteriori, on voit bien qu'Ariel Sharon entend couper les territoires palestiniens en deux zones distinctes, l'une confiée à l'OLP, l'autre au Hamas.

page 10

REPÈRE : 20 AVRIL 1999

Victimes collatérales du contrôle chimique de la jeunesse

Dans la ville de Littleton, au Colorado, deux adolescents de bonne famille déposent des bombes dans leur lycée et ouvrent le feu sur leurs camarades. 15 élèves et enseignants sont tués. Eric Harris et Dylan Klebold ne participaient pas à la culture *middle-class* de leur entourage et étaient donc ostracisés et harcelés, y compris par les enseignants. Comme de nombreux adolescents « *inadaptés* », ils s'étaient vu prescrire par le psychologue scolaire, du Luvox (Fluvoxaimine maleate), un psychoantidépresseur anti-dépresseur très à la mode aux USA dans les années 1990 pour « *ramener à la norme* » les adolescents « *déviants* », surtout les garçons. Or sa consommation régulière provoque une perte d'empathie pour son entourage. Une enquête montrera que les adolescents « *hyperviolents* » ayant commis ou planifié des actes similaires à ceux du Lycée Columbine, avaient été traités à la Fluvoxamine pour cause de « *comportements non-standard* ». ■



L'INTOX DES BARILS (SUITE ET FIN ?)

Faisant mine d'accorder foi aux accusations de corruption lancées à l'encontre de 270 personnalités et sociétés, le sous-comité de la Sécurité nationale de la Chambre des représentants auditionnera témoins et experts le 21 avril (voir notre article « *L'intox des barils irakiens* »). Le président Christopher Shays entend démontrer que tous ceux qui se sont opposés à l'invasion de l'Irak, notamment l'ONU et Jacques Chirac, avaient été achetés par Saddam Hussein. Il interrogera donc John Negroponte, ambassadeur à l'ONU et prochain proconsul en Irak, et quelques autres. Mais, outre qu'il ne repose sur rien, ce dossier est miné : en s'intéressant de près au programme « *pétrole contre nourriture* » les parlementaires découvriront le rôle de sociétés US dans le régime de Saddam Hussein, et ce n'est pas en inventant des charges contre l'ONU qu'ils convaincront l'Organisation de s'impliquer militairement en Irak. ■

Un ami qui vous veut du bien

Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation

Depuis sa création, la Fondation Ford n'a pas varié dans ses objectifs de défense des intérêts stratégiques des Etats-Unis. Mais alors que pendant la Guerre froide, elle n'était qu'une couverture de la CIA, elle a acquis une autonomie au cours des vingt dernières années et a développé une nouvelle méthode d'ingérence, le soft power : intervenir dans les débats internes de ses adversaires en subventionnant les uns pour faire échouer les autres, voire en favorisant des rivalités stérilisantes. Dernier exemple, le financement du Forum social mondial pour tenter de le neutraliser.



« Le "soft power" est la capacité à obtenir ce que l'on veut en séduisant et en persuadant les autres d'adopter vos buts. Il diffère du "hard power", la capacité d'utiliser les carottes et les bâtons de la puissance économique et militaire afin que les autres suivent votre volonté ». Joseph S. Nye Jr, *International Herald Tribune*, 10 janvier 2003.

Les imbrications de la Fondation Ford et de la CIA ayant été partiellement révélées lors du scandale relatif au financement du **Congrès pour la liberté de la culture**, la Ford fut contrainte, dans les années 80, de changer de stratégie.

Alors que durant la Guerre froide, elle servait de couverture à des opérations de financement de l'Agence, comme nous l'avons montré dans le premier volet de **notre enquête**, elle s'est orientée au cours des vingt dernières années dans l'exercice du *soft power*. Il ne s'agit plus de soutenir des alliés naturels, mais de choisir parmi ses adversaires ceux que l'on souhaite privilégier, voire tenter de les séduire et de les faire évoluer.

L'équipe

Si pendant la Guerre froide les cadres de la Ford et ceux de la CIA étaient interchangeables, aujourd'hui les administrateurs et les directeurs de la Fondation sont recrutés dans les milieux dits « *libéraux de gauche* » qui espèrent étendre le modèle de la « *démocratie de marché* ». Bien sûr, ces « *libéraux* » ne sont pas des défenseurs de la liberté, mais de la dérégulation, et la démocratie ne se fonde pas sur le marché. Mais si ces concepts étaient dénués d'ambiguïté, il ne serait pas nécessaire de dépenser tant d'argent pour les promouvoir.



Susan Berresford

La présidente de la Fondation est Susan Berresford, membre du comité exécutif de la Chase Manhattan Bank. Elle siège au comité nord-américain au sein de la Commission Trilatérale de David Rockefeller, aux côtés de Zbigniew Brzezinski et de Madeleine Albright. Elle est également membre du Council on Foreign Relations, qui a reçu en 2002 un don de 100 000 dollars « *pour le développement d'une Council Task Force sur le terrorisme* ».

Le CFR élabore des synthèses consensuelles au sein de la haute société washingtonienne qui s'imposent comme politique extérieure des Etats-Unis. En septembre 2002, on trouvait ainsi sur le site du CFR une publicité pour un « *nouveau livre du Council* », dans laquelle on pouvait lire : « *l'invasion est la seule option réaliste pour se débarrasser de la menace irakienne, affirme Kenneth Pollack dans The Threatening Storm* » [1]

Le Conseil d'administration de la Fondation comprend deux anciens PDG de la Xerox, le PDG d'ALCOA, un vice-président exécutif de Coca Cola, le président de Levi-Strauss & Co, le président de Reuters Holdings, un associé principal de la société de lobbying Akin, Gump, Straus, Hauser & Feld, et le président du Vassar College. D'autres sociétés ont été représentées entre la fin des années 1990 et les années 2000 : Time Warner, la Chase Manhattan Bank, Ryder systems, CBS, AT & T, Adolph Coors Company, Dayton-Hudson, la Bank of England, J.P. Morgan, Marine Midland Bank, Southern California Edison, KRCX Radio, the Central Gas & Electric Cop. DuPont, Citicorp et le New York stock Exchange. Il y a peu, Deval Laurdine Patrick, vice-président de Texaco Inc. y siégeait encore. Les amis de George W. Bush ont quelques places réservées. Afsaneh Mashayethi Beschloss, ancien cadre dirigeant de la Banque mondiale, qui est une des principales conseillères du **Carlyle Group** en matière d'investissements, siège elle aussi au conseil d'administration. Elle est la femme de l'historien présidentiel du mandat de George W. Bush, Michael Beschloss.

Le conseil des associés du comité pour l'éducation, les médias, l'art et la culture, de la fondation Ford comprenait, à la fin des années 1990, le président du Vassar College, le président de Reuters Holdings PLC, l'ancien président-directeur général de Xerox et Vernon Jordan, proche de l'ancien président états-unien Bill Clinton. La vice-présidente pour les médias de la Fondation Ford est Alison Bernstein.

La diplomatie pro-états-unienne

Le combat que mène la Ford n'est plus aujourd'hui dirigé contre le péril communiste. Désormais, il s'agit de former les futurs dirigeants du monde entier pour les rendre compatibles avec la pensée économique des États-Unis, et de s'assurer que les opposants à l'hégémonie états-unienne ne pousseront pas leur rhétorique au-delà de simples invectives de campagne électorale. La Ford poursuit par ailleurs son soutien aux mouvements d'opposition aux régimes ennemis.

Elle finance ainsi l'Organisation des peuples et nations non représentés (UNPO) qui regroupe les Karens de Birmanie, les indiens Lakotas, les Twas du Rwanda, les Tatars de Crimée, les Abkhazes, les aborigènes d'Australie, les Circassiens, les Ogonis du Nigéria, les Tibétains, les Tchétchènes, notamment les proches du président Doudaïev [2]. Le secrétaire général de l'UNPO était, en 1995, Michael van Walt, un Néerlandais conseiller juridique du dalaï-lama. Les autres financements viennent des quatre pays scandinaves, la chaîne britannique de cosmétiques Body Shop, des « Églises versées dans la prévention des conflits » et la Fondation MacArthur. L'organisation regroupait, en 1995, 43 membres, contre 18 en 1991.

La Fondation subventionne également la **National Endowment for Democracy (NED)**. En 1997, les deux organisations financent ensemble la publication d'un manuel des droits des femmes dans les sociétés islamiques, intitulé *Claiming our rights*. L'ouvrage est réalisé par un groupe de femmes musulmanes réunies à l'initiative d'un ancien ministre du chah d'Iran vivant à Washington, Mme Mahnaz Afkhani. Il a été traduit en arabe, en bengali, en malais, en persan et en ouzbek, pour être diffusé au Bangladesh, en Jordanie, au Liban, en Malaisie et en Ouzbékistan [3]. L'**Ouzbékistan** est un domino important dans la région de la Caspienne, dont le pétrole fait l'objet de luttes d'influence entre Moscou et Washington. De la même manière, la Ford soutient les indépendantistes tchétchènes, mais aussi la Maison des droits de l'homme de Moscou, avec la Fondation Heinrich Böll [4].

Autre terrain sensible, l'Afrique. Avec la découverte d'importants gisements pétroliers, Washington a cherché à s'assurer de la vassalité du Nigeria et de l'Angola. Du coup, la Ford a accordé des subventions à Claude Ake, « *l'un des intellectuels nigériens les plus engagés en faveur de la démocratie* » [5]. Il dirigeait le Centre pour l'avancement des sciences sociales, à Port-Harcourt, et a été conseiller auprès de l'UNESCO et de la Banque mondiale. Dans les années 1990, il accepte « *à la demande de son ami Saro-Wiwa, de faire partie du comité patronnant, à l'initiative de Shell, une vaste étude sur l'environnement dans le delta du Niger. Mais il en [démissionne] en novembre 1995 pour protester contre l'exécution, au terme d'un procès truqué, de l'écrivain et de*

huit autres militants ogonis ». Il est mort dans le crash d'un Boeing 727, le 7 novembre 1996.

Mais la Fondation ne soutient pas que des opposants. D'autant que l'ancien président du pays, le général Obasanjo, siège au conseil d'administration de la Ford. Il est également membre du "Conseil Interaction" où siègent Helmut Schmidt, Valéry Giscard d'Estaing, James Callaghan et Mikhaïl Gorbatchev. En



Olusegun Obasanjo

1988, il a lancé le Forum des dirigeants africains, au sein duquel a été élaboré le concept de la « bonne gouvernance » conditionnant l'attribution de fonds par le FMI [6]. Il revient au pouvoir en mars 1999, après avoir reçu la visite de Jimmy Carter. D'après *l'Express*, « *il sait l'espoir que fondent ses amis américains en lui. Prouver, enfin, que la démocratie, calquée sur le modèle de Washington, est possible en Afrique* » [7]. Le général Obasanjo a présidé le pays de 1976 à 1979, trois ans pendant lesquels il s'est « *personnellement enrichi* », a fait construire « *une prison politique, au large de Lagos, sur l'île de Kiri-Kiri. C'est lui aussi, rappellent ses détracteurs, qui, non content de s'attaquer à la liberté de la presse et au droit syndical, avait jeté en prison le chanteur Fela, idole vivante de l'afrobeat, pour textes antimilitaristes* ». Seul, son emprisonnement de 1995 à 1998 sous le régime d'Abacha, lui permet de regagner une certaine popularité.

Main basse sur l'ONU

Dirigés par des prétendus « *libéraux* », la Fondation fait la promotion d'un modèle états-unien toujours aussi hégémonique, mais sous un vernis moins unilatéral, moins agressif que la diplomatie des néo-conservateurs actuellement en place. Elle œuvre donc pour une revalorisation de l'ONU, et pour une vision un peu moins déséquilibrée du conflit israélo-palestinien.

La Ford a ainsi financé un « *groupe de travail indépendant* » réuni à la demande de Boutros Boutros-Ghali à la fin de 1993, et destiné à rédiger un rapport intitulé *Le second demi-siècle de l'Organisation des Nations Unies*. Le groupe, coprésidé par l'ancien Premier ministre pakistanais Moeen Qureshi et Richard Von Weizsäcker, ancien président allemand, a remis son rapport, le 19 juin 1995. Ses membres proposaient notamment d'élargir le Conseil de sécurité à vingt-trois membres dont cinq membres permanents supplémentaires, l'établissement d'une force de réaction de 10 000 hommes, mais aussi la création d'un Conseil économique et d'un Conseil social, ainsi que le recours à de nouvelles sources de financement telles que les taxes [8].

En 1996, sir Brian Urquhart ancien secrétaire-général des Nations Unies, déclare que la procédure de désignation du secrétaire général de l'ONU doit être réformée. Il est devenu entre-temps consultant à la Fondation Ford [9].

Kofi Annan lui-même a obtenu une bourse de la fondation Ford pour aller suivre ses études d'économie aux États-Unis, où il a été diplômé du Massachusetts Institute of Technologies, avant de suivre les cours de l'Institut des Hautes études internationales, à Genève. Depuis, il est considéré comme un proche de Madeleine Albright et, à son arrivée à la tête de l'ONU, comme

« *l'homme des Américains* » [10].

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, la Ford subventionne le Centre d'information israélien pour la défense des droits de l'homme dans les territoires (Betselem, association de juristes et parlementaires israéliens), qui rédige dans les années 1990 plusieurs rapports sur l'intifada. L'un d'eux fait grand bruit, en mai 1990 : on y apprend que plus de 150 enfants ont été tués par balle en Cisjordanie et à Gaza depuis le début de la première intifada, par des Israéliens qui n'étaient pas directement menacés [11].

Les relations internationales font l'objet d'une attention particulière de la Fondation, qui finance plusieurs think tank consacrées aux questions transnationales. L'Institut français de relations internationales (Ifri) a ainsi reçu en mai 1995 une donation de 1,5 millions de dollars qui lui a permis d'acquies ses locaux. La donation complétait le financement déjà assuré par « *une vingtaine d'entreprises françaises ou européennes dont la Caisse des dépôts et consignations, Alcatel, Daimler Benz, Danone, Renault, Schneider ou l'UAP* ». L'Ifri est dirigé par Thierry de Montbrial, membre de la commission Trilatérale et du **Groupe de Bilderberg**, et publie des notes, des cahiers, ainsi qu'une revue trimestrielle, *Politique étrangère* et le rapport annuel *Ramses*. Il se veut « *acteur de la société civile transnationale* » [12].

Aux États-Unis, le « conservatisme compassionnel »

Aux États-Unis, la fondation Ford finance des initiatives morales visant à colmater les brèches laissées par l'abandon de l'État providence. On peut citer le cas de l'Institut pour une paternité responsable et la revitalisation, créé par Charles Ballard, et qui a reçu en 1996 deux millions de dollars. L'Institut cherche à retrouver les pères ayant abandonné leurs enfants pour tenter de les réinsérer dans les familles [13]. Elle soutient aussi Self Help, qui aide notamment des handicapés mentaux légers à financer l'achat d'appartements. L'organisation s'occupe plus largement de micro-crédits.

De nombreuses œuvres de ce type sont financées un peu partout sur le territoire états-unien, selon une idéologie proche du « *conservatisme compassionnel* ». Il ne s'agit pas de pallier aux carences d'un État providence réduit à sa portion congrue, mais plutôt de prendre son relais, puisque l'État n'a pas pour fonction de corriger les inégalités sociales. Celles-ci sont liées à des différences de culture, à une incapacité à se « *motiver pour s'en sortir* », voire au caractère héréditaire du quotient intellectuel des minorités. On est donc bien plus proche des théories de Charles Murray sur le *Bell curve* (qui veut que les Noirs aient, par nature, une intelligence inférieure à celle des Blancs) que d'une véritable démarche de réduction des inégalités sociales inhérentes à un système économique dérégulé.

La presse

C'est dans le domaine des médias que la stratégie de la Ford apparaît de la façon la plus évidente. Quand, dans les années 1950 et 1960, la Fondation soutenait massivement des journaux issus de la gauche anti-communiste, elle finance,

depuis le début des années 1980, essentiellement des journaux alternatifs critiques. C'est là qu'apparaît clairement la proximité entre la fondation Ford et l'Open Society Institute de George Soros.



George Soros

Celui-ci a accordé en 1999 une subvention de 50 000 dollars au Nation Institute, afin de « soutenir des projets visant à améliorer la qualité et la diffusion de Radio Nation, des informations hebdomadaires de la radio publique et des programmes de commentaires ». Le conseiller politique personnel de Soros, Hamilton Fish III, est un dirigeant de premier plan du Nation Institute, qui appartient au même groupe que l'hebdomadaire *The Nation*. Il a également

financé le Citizens for Independent Public Broadcasting Group, le Fund for Investigative Journalism, le magazine *American Prospect*, le Center for Defense Information ou encore le Public Media Center de San Francisco [14]. Ses propositions de financement du groupe alternatif Indymedia ont suscité de virulents débats sur les forums de cette agence de presse collaborative.

Les objectifs de George Soros lorsqu'il finance de telles structures ne sont en effet pas totalement désintéressés. Ses liens avec une partie de l'establishment états-unien pourraient au contraire faire penser qu'il agit alors en sous-marin pour noyauter ces réservoirs de pensée critique, afin de les soumettre. La guerre de l'information est en effet la clé du verrouillage politique aux États-Unis. Comme l'écrit Herbert I. Schiller, « *Le principe de la "libre circulation de l'information" - vital pour l'exportation des productions culturelles américaines - a été inventé pour donner aux exigences des industriels le statut de vertu universelle. Il faut se souvenir que John Foster Dulles, sans doute le plus agressif des secrétaires d'État des années d'après-guerre, y voyait l'élément central de la politique étrangère des États-Unis. Avant même la fin des hostilités, le Pentagone avait mis des avions militaires à la disposition des éditeurs et des "grandes signatures" de la presse américaine pour qu'ils aillent prêcher aux dirigeants de onze pays alliés et neutres les vertus d'une presse libre - c'est-à-dire entre des mains privées - et de la liberté des échanges en matière d'information.* ». Une doctrine à rapprocher de cette déclaration de William Benton, secrétaire d'État adjoint en 1946 : « *La liberté de la presse - et celle des échanges d'information en général - fait partie intégrante de notre politique étrangère* ». En d'autres termes, il ne s'agit pas de favoriser la liberté d'expression, mais un système concurrentiel dans la presse qui permette à un acteur extérieur d'y acquérir une position privilégiée.

La Fondation Ford suit la même démarche. Une longue enquête réalisée par Bob Feldman met notamment à jour le financement par l'organisation de multiples médias alternatifs états-unisens tels que FAIR, le magazine *Progressive* et *Pacifica*, qui diffuse *Democracy Now !*, mais aussi IPA, *Mother Joneset Alternet* [15]. L'une des responsables de *The Nation* est Katrina vanden Heuvel, membre du comité directeur du Franklin and Eleanor Roosevelt Institute (FERI), tout comme son père, William vanden Heuvel, qui l'a présidé. Les deux ont siégé à côté de John Brademas, qui a présidé le FERI avant d'être

nommé par Bill Clinton à la tête de la National Endowment for Democracy, de 1993 à 2001 [16]. Les mêmes coïncidences se retrouvent au sein de la rédaction de *Counterpunch*, dirigée par Alexander Cockburn, ancien collaborateur de *The Nation*. L'un des vice-présidents de l'Institute for the Advancement of Journalistic Clarity (IJAC) n'est autre que Ford Roosevelt, important conseiller du Franklin and Eleanor Roosevelt Institute. En 1947, Eleanor Roosevelt était l'une des principales figures libérales anti-communistes à l'origine de la création de l'Americans for Democratic Action, un groupement politique de la « gauche parallèle » [17]. Ces médias ne font pas un traitement complaisant de la vie politique états-unienne. On peut cependant noter qu'ils ne publient guère d'articles sur le rôle des fondations dans la « fabrication du consentement », ni sur les différentes analyses critiques des événements du 11 septembre 2001.

Mondialisation et pensée économique

L'organisation du Forum social mondial en Inde, fin 2003, a été l'occasion de mesurer l'ampleur des ramifications de la fondation Ford. D'après un rapport rédigé par le chercheur indien Rajani X. Desai, pour la revue *Aspects of India's Economy*, l'organisation a financé largement plusieurs réunions des altermondialistes, notamment celle prévue à Bombay. L'intervention était facilitée par les multiples subventions consenties par la Ford à des organisations non-gouvernementales indiennes, notamment dans le domaine de l'agriculture. Les projets soutenus auraient, selon Rajani Desai, permis la révolution verte qui a démultiplié la production agricole indienne, mais aussi l'arrivée en force sur le marché indien d'investisseurs étrangers. Quoiqu'il en soit, les critiques émanant de la « société civile » indienne à l'encontre de la fondation Ford ont finalement découragé celle-ci d'accorder sa subvention habituelle au Forum social mondial.

Il n'empêche, le financement du Forum social mondial aura permis à la Fondation Ford de peser sur les débats intellectuels du mouvement altermondialiste. On a ainsi vu des militants qui mettaient en cause les diktats du FMI et de la Banque mondiale faire campagne pour une taxe mondiale sur les transactions financières qui serait perçue et gérée par...le FMI ; On a vu des militants s'évertuer à distinguer la contestation de l'ordre économique de la remise en cause de l'invasion de l'Irak ; Et d'autres encore contester l'aventurisme extérieur de Washington depuis le 11 septembre tout en réclamant l'exclusion des mouvements sociaux animés par des musulmans. Il convient donc de se souvenir que la Ford n'a pas financé le Forum social mondial parce qu'elle en partageait les thèses, mais au contraire pour les neutraliser. Certains d'ailleurs se souviennent que, dans les années 1960 lorsqu'elle agissait sans complexes, la Ford avait accordé une subvention de 300 000 dollars à l'American Enterprise Institute (AEI), think tank destiné à discréditer les politiques de redistribution et aujourd'hui animé par Lyne Cheney et Richard Perle [18].

La stratégie de la Ford est celle du « cadeau empoisonné ». Elle consiste à intervenir dans les rapports de force interne des oppositions aux États-Unis, pour alimenter des conflits et rivalités qui seront autant de moyen d'affaiblissement, ou pour faciliter le triomphe du plus fade sur le plus dérangeant. Ce jeu complexe n'est pas du goût des néo-conservateurs selon qui il peut dégénérer à tout instant en soutien aveugle à des organisations « anti-

américaines ». La preuve en a d'ailleurs été faite, par exemple, à la conférence mondiale de Durban contre le racisme où les associations financées par la Ford, loin de se jalouser, ont trouvé un accord pour mettre en échec Israël et les États-Unis.

Paul Labarique

[1] Observons que si Kenneth Pollack militait pour l'invasion, il ne la pensait qu'à l'issue d'un processus par lequel la communauté internationale aurait récusé les autres options. C'est pourquoi le livre de Pollack est utilisé aujourd'hui en sens inverse par les démocrates pour souligner que, diverses conditions n'ayant pas été remplies, Bush n'aurait pas dû attaquer l'Irak.

[2] "Les peuples en mal d'État ont rendez-vous à La Haye", par Alain Frilet, *Libération*, 21 janvier 1995.

[3] « Manuel de droit pour musulmanes », par Michel Faure, *L'Express*, 16 janvier 1997.

[4] « À Moscou, la maison des droits de l'homme travaille dans le dénuement », *Le Temps*, 2 mai 1998.

[5] « Claude Ake, un intellectuel nigérian fervent démocrate », par Michèle Maringues, *Le Monde*, 23 novembre 1996.

[6] "Obasanjo, président à remonter le temps", de Stephen Smith, *Libération*, 2 mars 1999.

[7] « Le "sauveur" élu du Nigéria », de Jean-Philippe Demetz, *L'Express*, 4 mars 1999.

[8] « Les 50 ans de l'ONU », par François d'Alañon, *La Croix*, 16 octobre 1995.

[9] « Les pays du Conseil de sécurité cherchent un laquais », entretien réalisé par Agnès Rotivel, *La Croix*, 24 septembre 1996.

[10] « Le va-tout de Kofi Annan », de Vincent Hugueux, *L'Express*, 26 février 1998. En l'occurrence, Washington voyait en Annan une alternative à l'incontrôlable Bouthros Bouthros-Gali, ce qui ne veut pas dire qu'une fois celui-ci évacué, ils aient trouvé Annan à leur goût.

[11] « Selon une organisation internationale, plus de 150 enfants ont été tués par balle en Cisjordanie et à Gaza », par Alain Frachon, *Le Monde*, 18 mai 1990.

[12] « L'Ifri fête ses 20 ans », par Baudouin Bollaert, *Le Figaro*, 3 novembre 1999.

[13] « Le retour du père », de Sylvie Kauffman, *Le Monde*, 26 août 1996.

[14] « George Soros' "Parallel Anti-War Media/Movement" », par Bob Feldman, *QuestionsQuestions*, 27 décembre 2002.

[15] « "Alternative" media paymasters : Carlyle, Alcoa, Xerox, Coca Cola... ? », *QuestionsQuestions*, 1er octobre 2002.

[16] « The Nation's NED Connection », par Bob Feldman, *QuestionsQuestions*, 19 octobre 2002.

[17] « COUNTERPUNCH's FERI/Roosevelt Dynasty Connection ? », Bob Feldman, *QuestionsQuestions*, 27 novembre 2002.

[18] « Comment la pensée devint unique », par Susan George, *Le Monde diplomatique*, août 1996.

Fractionner la Palestine ?

Analyse

Six journalistes français pétitionnent dans *Libération* pour demander que la France se dote d'une loi garantissant le libre accès des citoyens aux documents publics. De tels dispositifs, qui sont indispensables au contrôle démocratique des activités de l'État, existent dans les États scandinaves et aux États-Unis, mais pas dans les pays latins. Il n'est pas innocent que les signataires soient connus pour leur curiosité et peu appréciés de l'establishment médiatique parisien.

Lors de sa conférence de presse, mardi dernier, le président Bush a été obligé d'affirmer longuement qu'il n'avait pas laissé perpétrer ces crimes et que le seul coupable était Oussama Ben Laden. Pourtant le trouble continue à se répandre dans l'opinion publique aux États-Unis, d'autant que plus on parle du sujet, plus des questions surgissent. Aussi, Juliette Kayyem et le général Wayne Downing, qui servirent tous deux dans la Commission nationale anti-terroriste de L. Paul Bremer III, en 1999-2000, conseillent dans le *New York Times* à leurs homologues de la Commission « indépendante » de se taire.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, assure dans le *Times* de Londres que son pays, à la différence de l'Espagne, ne se retirera pas d'Irak. Il justifie cette décision au nom de la défense de la liberté et de la démocratie, alors même que la Coalition s'oppose à la tenue d'élections libres et doit faire face à une forte résistance populaire. Bien entendu, il plaide pour un partage du fardeau avec des alliés.

Ivo Daalder et l'ancien conseiller national de sécurité Anthony Lake préconisent dans le *Washington Post* un report du transfert de souveraineté aux Irakiens, tant il est évident qu'il n'y aura pas d'autorité légitime pour le recevoir à la date prévue. Ils penchent donc pour une occupation militaire prolongée, mais, eux aussi, en impliquant l'OTAN pour que les États-Unis n'aient pas à en supporter seuls le fardeau. Reste que l'on ne voit pas comment Washington

convaincra ses alliés de jouer un tel rôle alors qu'ils ont refusé de participer à l'invasion.

Sur place, la situation est désastreuse, mais à Washington, on persiste à nier les évidences. C'est pourquoi Ahmed Chalabi, leader appointé du Congrès national irakien, tente d'expliquer dans le *Wall Street Journal* les défections et mutineries des forces de police et de l'armée irakiennes. Tout cela ne serait pas le signe d'un soulèvement populaire, mais s'expliquerait par l'insuffisance de la déba'asification. La solution serait évidemment de confier enfin tous les pouvoirs au groupe qu'il a constitué, au fils des ans, avec le soutien d'une faction de la CIA.

Si ce n'est la faute aux partisans du dictateur déchu, c'est celle des révolutionnaires khomeynistes. Michael Ledeen, reprenant à son compte les analyses du gouvernement Sharon, croit voir derrière le soulèvement des chiïtes irakiens la main de Téhéran. Dans le *Wall Street Journal*, il avance comme preuve de ce complot les confirmations qu'en ont donné Donald Rumsfeld et le général Abizaid. L'auteur s'appuie également sur un rapport des services italiens. Les connaisseurs se souviendront que le célèbre chroniqueur néo-conservateur joua dans sa jeunesse un rôle crucial en Italie et appartient à la Loge P2. À ce titre, il participa à diverses opérations d'intoxication en lien avec le patron des services secrets italiens. Puis il retourna aux États-Unis où il fut mis en cause non plus pour ses liens avec la CIA, mais avec le Mossad cette fois.

Dennis Ross, du Washington Institute for Near East Policy (WINEP), déplore dans le *Los Angeles Times* que le plan Sharon ait été décidé unilatéralement, dans la mesure où le procédé le voue d'emblée à un rejet par les Palestiniens. Il craint que ce conflit supplémentaire ne favorise les groupes les plus radicaux, notamment le Hamas. L'auteur, qui a écrit cette tribune avant l'assassinat d'Abdelaziz al-Rantissi par Tsahal, subodore la stratégie du pire du Premier ministre israélien. A posteriori, on voit bien qu'Ariel Sharon entend couper les territoires palestiniens en deux zones distinctes, l'une confiée à l'OLP, l'autre au Hamas, tout en choisissant par élimination physique les dirigeants des deux factions.

Andrew S. Natsios, directeur de l'USAID, prononce un vigoureux hymne à l'aide au développement dans l'*International Herald Tribune*. Derrière les grandes envolées lyriques, l'enjeu est d'imposer aux États membres de l'OCDE de subordonner leurs actions de coopération avec les pays pauvres aux mêmes critères politiques que le Millenium Challenge Account états-unien, fixés en fonction des intérêts stratégiques post-11 septembre.

Enfin, Nyunt Shwe, ancien dirigeant de la Ligue d'Aung San Suu Kyi, dénonce dans le *Japan Times* la prétendue feuille de route vers la démocratie birmane. Il ne s'agit, selon lui, que d'un nouveau moyen pour la junte militaire d'ignorer la volonté populaire exprimée lors du scrutin de 1990. Il ne faudrait pas que les 79 parlementaires assassinés par les militaires soient morts pour rien.

Réseau Voltaire

Paul Moreira, Denis Robert, Marie-Monique Robin, Olivier Toscer, Sophie Coignard, Bruno Gaccio

Paul Moreira est journaliste et écrivain. Il est rédacteur en chef de l'émission *90 minutes* sur Canal +

Journaliste et écrivain, Denis Robert est membre de la rédaction de l'émission *Pièces à conviction* de France 3 et auteur de *Révélation*\$.

Marie-Monique Robin est journaliste et lauréate du Prix Albert Londres pour son documentaire *Voleurs d'yeux*.

Olivier Toscer est journaliste au *Nouvel Observateur* et auteur de *Argent public, fortunes privées - Histoire secrète du favoritisme d'Etat*.

Sophie Coignard est journaliste et l'auteur du *Rapport Omerta*.

Bruno Gaccio est auteur de l'émission *les Guignols de l'info* de Canal +.

« Crever l'excès de secret en France »

Source : Libération

Référence : « Crever l'excès de secret en France », par Paul Moreira, Denis Robert, Marie-Monique Robin, Olivier Toscer, Sophie Coignard et Bruno Gaccio, *Libération*, 16 avril 2004.

Après des mois de pression, **Michelle Alliot-Marie** a accepté de lever le « secret défense » sur les documents requis par la justice pour éclairer la mort du juge Borrel, assassiné à Djibouti en 1995. Cette affaire est une nouvelle preuve du culte de l'administration française pour l'opacité et le secret.

En 1997, deux documentalistes des Archives nationales française ont été mis au placard pour avoir pris au sérieux les engagements du Premier ministre **Lionel Jospin** et avoir dévoilé la liste des Algériens tués le 17 octobre 1961 par la police du préfet Papon. Nous voulons lever cette omerta légale, nous voulons une démocratie plus saine. Aux États-Unis et dans les pays scandinaves, c'est la transparence qui est la norme et le secret qui est l'exception. Il y a même une loi aux États-Unis, le *Freedom of Information Act* qui oblige les administrations à rendre accessibles tout leurs documents hormis dans neuf exceptions, le **FBI** et la **CIA** se réservant le droit de censurer les informations considérées comme préjudiciables.

Grâce à cette loi, les citoyens américains ont découvert que le coup d'État au Chili était prémédité par les États-Unis avant même l'élection d'Allende, que Kissinger avait donné son feu vert aux Indonésiens pour l'invasion du Timor oriental puis a couvert le génocide. Nous pensons que l'excès de secret en France rend les journalistes plus perméables aux manipulations. En France, une loi autorise l'accès aux documents administratifs depuis 1978, mais elle est inutilisable et inutilisée. Il faut plus de transparence afin de laisser la place aux contre-pouvoirs citoyens.

Wayne Downing, Juliette Kayyem



Ancien général démobilisé par Bill Clinton et ancien conseiller pour

« D'une commission à une autre : taisez vous »

Source : New York Times

Référence : « From One Commission to Another : Shut Up », par Juliette Kayyem et Wayne Downing, *New York Times*, 16 avril 2004.

On entend de plus en plus de critiques contre les membres de la **Commission d'enquête sur 11 septembre** qui se comportent comme des acteurs partisans dans ce qui est supposé être une analyse objective des attentats du 11

l'antiterrorisme de George Bush père, Wayne Downing avait dirigé les opérations spéciales états-uniennes et avait été chargé de l'entraînement de l'Iraqi National Congress. Il a été nommé vice conseiller de sécurité national après le 11 septembre mais a depuis démissionné. Il est désormais président du nouveau Combating Terrorism Center de L'académie militaire de West Point.



Ancienne conseillère de Janet Reno au département de la Justice, Juliette Kayyem donne des cours de sécurité nationale à la Kennedy School de la Harvard University.

septembre. Il est en effet difficile d'ouvrir un journal ou d'allumer la télévision sans tomber sur un membre de la commission qui disserte sur les témoignages entendus.

Nous sommes confiants dans le fait qu'au finale la commission fournira un rapport constructif mais, en tant qu'anciens membres de la Commission nationale sur le terrorisme de 1999, nous connaissons les vertus du silence. De notre nomination en août 1999 à la remise du rapport en juin 2000, nous n'avons pas parlé aux médias ou alors après nous être concertés afin de ne parler que d'une seule voix. Il est important que les témoignages soient publics, mais le fait que les membres de la commission gardent pour eux leurs impressions l'est tout autant.

Ils doivent se comporter comme un jury dont les délibérations doivent rester secrètes, ce qui permet d'évoluer dans son opinion plus sereinement. Les membres de la commission devraient limiter leurs interventions à des questions méthodologiques et laisser les analyses immédiates aux groupes partisans.

Franco Frattini



Franco Frattini est ministre italien des Affaires étrangères.

« Pourquoi l'Italie ne peut pas abandonner et n'abandonnera pas le peuple d'Irak »

Source : The Times

Référence : « Why Italy cannot, and will not, desert the people of Iraq », par Franco Frattini, *the Times*, 16 avril 2004.

L'Irak est le test de la communauté internationale concernant sa capacité à faire face aux nouvelles menaces et à apporter la stabilité, la démocratie et la prospérité. Si nous échouons, nous encourageons le terrorisme et empêcherons l'affirmation des valeurs de liberté et de démocratie.

L'Italie n'a jamais sous-estimé les difficultés de l'entreprise. Avec les membres de la Coalition, elle a payé un lourd prix en vie humaine avec 19 morts et quatre otages, dont un a été tué. Nous devons cependant garder notre calme et rester résolu. Nous ne pouvons pas revenir sur nos engagements et nous devons nous

tenir à la date du 30 juin pour rendre le pouvoir aux Irakiens. Nous ne pouvons pas le faire avant et le faire plus tard serait une concession à ceux qui veulent détourner ce processus.

Il faut que l'ONU démontre sa capacité d'action et adopte une nouvelle résolution pour aider le futur gouvernement irakien. L'Union européenne doit aussi contribuer à la reconstruction de l'Irak et l'Italie, durant sa présidence, a renforcé la cohésion de l'Union. Nous devons également impliquer les voisins de l'Irak, l'Iran et les pays arabes. L'Italie a entamé des mouvements dans leur direction. Les derniers événements ne doivent pas faire oublier que la plupart des Irakiens sont favorables à la présence de la Coalition.

Ivo Daalder, Anthony Lake



Membre de la Brookings Institution, Ivo Daalder est ancien directeur des affaires européennes au National Security Council sous l'administration Clinton. Il est coauteur de *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*.



Anthony Lake est professeur à la Edmund A. Walsh School of Foreign Service de l'Université de Georgetown. Il a été conseiller de sécurité national de Bill Clinton (1993-1997).

« Se concentrer sur les politiques irakiennes »

Source : Washington Post

Référence : « Focus on Iraqi Politics », par Ivo Daalder et Anthony Lake, *Washington Post*, 16 avril 2004.

Nous devons revoir notre politique en Irak car elle ne fonctionne pas. Beaucoup critiquent à présent la naïveté idéologique et le manque de préparation de l'après-guerre, mais critiquer le désordre n'est pas suffisant et un retrait de nos troupes n'est pas envisageable en raison des risques de guerre civile et de déstabilisation régionale. L'administration Bush ne semble cependant pas avoir de plans pour construire un gouvernement irakien pouvant gérer le pays après notre départ alors que nous sommes à dix semaines du transfert de souveraineté.

Le cœur du problème, comme au Vietnam, est politique : comment former et soutenir un gouvernement pouvant gagner une légitimité populaire face à une réaction nationaliste contre notre présence et tout groupes ayant notre soutien ? Ce ne sera pas facile, mais nous en avons besoin. Une défaite militaire de nos opposants, si elle peut aider à la formation d'un tel gouvernement, ne garantit pas notre victoire. Nous devons développer une nouvelle politique, fondée sur une approche en cinq points :

- ▶ Nous devons repousser le transfert de souveraineté après le 30 juin, cela accroîtra la méfiance des Irakiens et provoquera sans doute de nouvelles violences, mais il n'est pas possible de former un gouvernement avant cette date.
- ▶ Nous devons promettre que ce gouvernement sera immédiatement formé après qu'une assemblée aura été élue.
- ▶ Nous devons renforcer nos troupes afin qu'elles puissent assurer la sécurité nécessaire à la tenue de ces élections.
- ▶ Cet envoi de troupes supplémentaires doit s'accompagner de l'arrivée de plus de troupes étrangères, de l'OTAN notamment.
- ▶ Nous devons plus impliquer la communauté internationale.

Ahmed Chalabi



Ahmed Chalabi est président de l'Iraqi National Congress, un groupe d'opposition irakienne créé par la CIA dans les années 90. Il est membre du Conseil de gouvernement irakien.

« Ce que les Irakiens veulent »

Source : Wall Street Journal

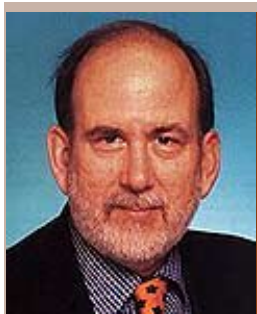
Référence : « What Iraqis Want », par Ahmed Chalabi, *Wall Street Journal*, 17 avril 2004

Le signe le plus sinistre pour le futur de l'Irak est l'effondrement des forces de sécurité indigènes mises en place par l'**Autorité provisoire de la Coalition**. Peu de policiers ont résisté aux activistes de Moqtada al Sadr. Beaucoup ont rejoint ses milices ou ont déserté. La moitié de l'armée irakienne s'est mutinée et les services de renseignement n'ont pas fourni de renseignements pertinents. Des éléments du Corps de défense civil irakien, censé devenir un groupe paramilitaire, se sont aussi mutinés et ont peut-être été impliqués dans le meurtre et la mutilation de quatre Américains à Faludja.

Tous les membres des forces de sécurité irakiennes n'ont pas manqué à leur devoir, mais suffisamment pour que l'Autorité provisoire de la Coalition revoie ses plans et notamment accorde un droit de veto sur les nominations dans les services de sécurité aux partis représentés au conseil de gouvernement irakien. On notera en effet que parmi les forces qui se sont montrées les plus vaillantes contre l'insurrection, on trouve celles qui se sont illustrées dans la résistance à Saddam Hussein.

Contrairement à ce que certains ont affirmé, l'Autorité provisoire de la Coalition a eu raison de démanteler l'ancienne armée irakienne qui était essentiellement composée de conscrits ne souhaitant pas rester dans l'armée et dirigée par des criminels, partisans du parti Ba'as, aujourd'hui responsable des attaques de Faludja. Si Sadr a vu ses effectifs augmenter, c'est parce que les chiïtes sont mécontents de la tournure des événements : la libération est devenue une occupation, la démocratie est repoussée et des membres du parti Ba'as reviennent à des postes importants. Il faut poursuivre la déba'asification et donner plus de pouvoirs à ceux qui ont combattu Saddam Hussein. Seule la souveraineté, la démocratie et la justice peuvent nous satisfaire maintenant.

Michael Ledeen



Michael Ledeen est éditorialiste régulier de *National Review*. Il est

« La main iranienne »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The Iranian Hand », par Michael Ledeen, *Wall Street Journal*, 16 avril 2004.

L'arrivée d'un envoyé iranien pour aider la négociation entre Moqtada al Sadr et les États-Unis est ironique car on voit mal un membre d'un pays de l'« Axe du mal » négocier la « paix » avec ces militants fanatiques. En outre, le soutien de Téhéran à Sadr est un secret de polichinelle.

La guerre menée par les militants chiïtes n'est donc pas une insurrection locale.

l'auteur de *The War Against the Terror Masters*. Il détient la chaire de la Liberté à l'American Enterprise Institute et il est l'un des experts du cabinet de relations publiques Benador Associates.

Cela a été démontré par un rapport des services de renseignement italiens (Sismi) qui annonçait à l'avance qu'il fallait s'attendre à une insurrection des partisans de Saddam Hussein dans tout le pays accompagnée par une insurrection chiite. Cette insurrection n'a donc rien à voir avec une politique menée par l'**Autorité provisoire de la Coalition**, mais devait servir de prétexte à l'ayatollah Kazem al-Haeri, vivant en Iran et proche des conservateurs à Téhéran, pour tenter d'instaurer une république islamique avec l'aide de l'Iran et de la Syrie. Cette version est confirmée par **Donald Rumsfeld** et le général Abizaid.

D'après la presse arabe de Londres, beaucoup d'agents iraniens sont aujourd'hui en Irak et d'après la presse koweïtienne, Sadr recevrait l'aide du Hezbollah et du **Hamas**. les États-Unis doivent comprendre que la guerre en Irak est en fait une guerre régionale qui unit contre les États-Unis les extrémistes religieux, y compris d'Al Qaïda, et laïcs.

L'Irak ne pourra pas être sûr tant que l'Iran enverra des terroristes dans le pays. Il faut organiser le renversement du régime iranien et cela est possible sans recourir à l'action militaire si nous soutenons les mouvements démocratiques iraniens, comme Reagan avait soutenu les opposants en URSS, et en finançant les radios en farci, comme le suggère **Richard L. Armitage**.

Dennis Ross



Dennis Ross a été directeur de la planification politique au département d'État sous la présidence de George Bush père. Il a été coordinateur pour le Proche-Orient sous l'administration Clinton. Il est directeur du Washington Institute for Near East Policy.

« Le plan Bush-Sharon n'est pas le dernier mot »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Sharon-Bush Plan Isn't the Last Word », par Dennis Ross, *Los Angeles Times*, 16 avril 2004.

En diplomatie, on apprend qu'une même mesure peut être acceptée ou refusée en fonction de la façon dont elle est présentée. En excluant les Palestiniens des négociations et en acceptant le plan d'**Ariel Sharon**, **George W. Bush** a créé une angoisse.

Toutefois, je ne pense pas que cet accord change fondamentalement la position de Washington ou rende impossible un accord israélo-palestinien. Bush a rappelé que tout statut final devait être fondé sur un accord mutuel. Il ne pourra donc pas y avoir de frontière finale sans approbation palestinienne. Il n'a pas exclu les négociations sur le droit au retour et il a été le premier président états-unien à appeler à la création d'un État palestinien. Les Palestiniens sont cependant en colère car ils ont été exclus des négociations conduisant au retrait de Gaza. Ils ont raison et leur participation aurait rendu plus faciles les négociations à venir.

L'initiative Sharon crée les possibilités d'un dégel d'une situation bloquée, mais les Américains doivent s'assurer que cette nouvelle situation renforce les Palestiniens qui croient en une coexistence pacifique. Il ne faut pas que le **Hamas** profite du retrait israélien.

Andrew S. Natsios



Andrew S. Natsios est l'administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

« L'aide étrangère pour un monde qui change »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Foreign aid for a changing world », par Andrew S. Natsios, *International Herald Tribune*, 16 avril 2004.

Les principaux pays donateurs vont se rencontrer à Paris aujourd'hui lors de la Commission d'assistance au développement de l'OCDE afin d'analyser les fruits de notre action dans la lutte contre le désespoir, la pauvreté et le chaos. Nous sommes à une période critique de l'Histoire et ceux qui ont observé le génocide rwandais, la guerre civile en Bosnie et nos problèmes dans la reconstruction de l'Irak doivent se demander si l'assistance au développement peut vraiment fonctionner. Nous répondons un oui vigoureux en citant les exemples des nombreux pays qui, de la Corée du Sud au Chili, en ont bénéficié.

Aujourd'hui, le monde fait face à la menace terroriste qui exploite la division entre le monde globalisé et le monde non-globalisé, l'est et l'ouest, les musulmans et les chrétiens, les démocraties et les dictatures. Nous devons donc procéder à une révolution de nos efforts d'assistance étrangère. Il faut mieux dépenser les ressources pour mieux répondre aux défis qui nous font face comme le fait le **Millenium Challenge Account**.

Nous devons aider les États fragiles, fournir une aide humanitaire lors des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, soutenir les intérêts géostratégiques des États-Unis et combattre les problèmes globaux comme le SIDA. Le 11 septembre nous a rappelé que la sécurité et le développement vont de pair et nous devons donc coordonner notre action avec les autres donateurs pour atteindre nos objectifs.

Nyunt Shwe

Journaliste indépendant birman réfugié à Tokyo depuis 1991, Nyunt Shwe est un des anciens dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie de Aung San Suu Kyi.

« Une feuille de route alternative pour relancer l'avenir démocratique du Myanmar »

Source : Japan Times

Référence : « Alternative road map to launch Myanmar's democratic future », par Nyunt Shwe, *Japan Times*, 16 avril 2004.

Le parti au pouvoir au Myanmar a fait naître un nouvel espoir en affirmant le 30 mars qu'il allait organiser une convention constitutionnelle avant la fin de l'année et qu'**Aung San Suu Kyi** serait libérée. Cette convention est un des sept points de la « feuille de route » pour établir la démocratie qui a été annoncée le 30 août dernier par le Premier ministre, le général Khin Nyunt. L'assemblée

réécrira la constitution et on organisera de nouvelles élections. Cela implique que les élections de 1990 qui avaient vu une nette victoire de la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi seront purement et simplement effacées et cela sera dommageable pour le pays.

Il ne faut pas être devin pour comprendre que si les nouvelles élections ne donnent pas satisfaction au pouvoir actuel, on devra recommencer tout le processus. C'est pourquoi l'opposition est contre cette « feuille de route ». Hors du pays, elle a réussi à convaincre les États-Unis et la plupart des pays de l'Union européenne de la soutenir même si l'ONU prend le risque de soutenir le régime de Yangon. Il ne faut pas annuler les élections de 1990 et nous devons formuler une nouvelle feuille de route pour la démocratie qui prévoira :

- ▶ Des négociations entre Khin Nyunt et Aung San Suu Kyi pour former un gouvernement d'intérim.
- ▶ Le nombre de militaires dans le Parlement birman. Il ne s'agira que d'un accord qui durera le temps de la transition, pas d'une règle constitutionnelle.
- ▶ Le transfert de pouvoir au Parlement élu en 1990 qui formera un gouvernement par intérim qui inclura des vainqueurs des élections de 1990 et des militaires.
- ▶ Le nouveau gouvernement invitera toutes les factions insurgées à des négociations.
- ▶ Il décidera de la date de nouvelles élections après qu'une nouvelle constitution aura été adoptée.
- ▶ Le pouvoir sera transmis au nouveau Parlement.

Nous savons que 79 parlementaires dont 68 de la Ligue nationale pour la démocratie sont morts, mais nous n'oublierons pas leur sacrifice. Il faut avant tout, comme le demande l'envoyé de l'ONU Razali Ismail, que les militaires négocient avec Suu Kyi. L'ONU doit être plus ferme avec les militaires.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .